

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 9 au 15 janvier 2025

Le candidat à la chancellerie Friedrich Merz (CDU) accueillera dix chefs de gouvernement et dirigeants de partis conservateurs de l'UE à Berlin ce vendredi. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, participera également à cette rencontre informelle, organisée dans le cadre de la famille politique PPE. Friedrich Merz, qui juge la bureaucratie européenne trop lourde, prévoit d'y lancer une initiative visant à réduire de 35 % les obligations de reporting des entreprises en Europe. Les discussions devraient également porter à la fois sur des questions clés comme la compétitivité européenne et la sécurité, mais aussi sur les relations transatlantiques, alors que Donald Trump entame son mandat présidentiel. Merz prononcera par ailleurs un important discours à la Körber-Stiftung Berlin, dans lequel il présentera ses idées pour une Europe plus affirmée au sein de l'alliance transatlantique.

Ce week-end à Riesa (Saxe), plusieurs milliers de manifestants ont protesté contre le congrès du parti d'extrême droite AfD, organisé en vue des élections législatives. Les blocages autour du site ont retardé le congrès de deux heures, rendant difficile l'accès pour de nombreux délégués et entraînant l'intervention de la police. Lors de ce rassemblement, l'AFD a officiellement désigné Alice Weidel comme candidate à la chancellerie. Dans son discours, elle a plaidé pour une fermeture stricte des frontières allemandes à l'immigration clandestine, ainsi que pour des expulsions massives de demandeurs d'asile. Elle a également affirmé assumer pleinement l'utilisation du terme controversé de « remigration » de l'Allemagne.

Elon Musk exprime son soutien au parti d'extrême droite allemand AfD et suscite des enquêtes en Allemagne et en Europe. Lors d'une discussion de plus d'une heure sur sa plateforme X avec Alice Weidel le 9 janvier dernier, il a affirmé que l'AFD était, selon lui, le seul parti capable de « sauver l'Allemagne ». Ils ont abordé des thèmes comme le soutien à l'énergie nucléaire, la réduction de la bureaucratie ou encore les dangers de l'immigration clandestine. Cette conversation est désormais examinée par l'Union européenne pour un éventuel non-respect du Digital Services Act (DSA), une réglementation encadrant les grandes entreprises technologiques. L'UE cherche à déterminer si cet échange a offert un avantage déloyal à Weidel, qui a bénéficié d'une forte visibilité avec 1,9 million de vues. Parallèlement, le Bundestag examine si cet entretien peut être considéré comme une donation illégale, ce qui pourrait entraîner des sanctions financières importantes pour l'AFD.

Le ministre de la Défense, Boris Pistorius, s'est rendu à Kiev pour réaffirmer le soutien de l'Allemagne à l'Ukraine dans sa lutte contre la Russie. Cette visite s'inscrit dans un contexte où l'Allemagne intensifie son aide militaire à l'Ukraine, notamment avec la remise du premier système d'artillerie avancé "RCH 155". Ce nouveau dispositif, destiné à renforcer la capacité défensive de l'Ukraine, fait partie d'un lot de 54 unités et sera également intégré à la Bundeswehr. Avant son déplacement, Pistorius a rencontré à Varsovie les ministres de la Défense de la France, de l'Italie, de la Pologne et du Royaume-Uni pour coordonner une aide accrue, notamment en soutenant l'industrie de

défense ukrainienne pour qu'elle puisse produire et fournir ses propres armements. Ces réunions en format restreint ont été mises en place après la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine pour renforcer la sécurité européenne.

Après le renversement du régime de Bachar al-Assad, la ministre des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a participé à une conférence internationale à Riyad sur l'avenir de la Syrie. Cette réunion visait à promouvoir une transition pacifique vers un système politique inclusif, mais aussi à traiter la question des crimes du régime Assad et à moderniser les infrastructures du pays. L'Allemagne s'est engagée à fournir 50 millions d'euros supplémentaires au Programme alimentaire mondial de l'ONU et à des ONG, pour financer des denrées alimentaires, des abris d'urgence et des soins médicaux. Par ailleurs, la conférence a abordé la situation de la milice islamiste HTS, responsable de la chute d'Assad. Malgré ses efforts de modération, elle est toujours classée comme organisation terroriste par l'UE. Baerbock a précisé que l'aide européenne ne soutiendra en aucun cas les structures islamistes et reste conditionnée au respect des droits des femmes et des minorités.

L'Allemagne a été classée parmi les pays les plus innovants au monde lors du salon technologique CES à Las Vegas, recevant le titre d'« innovations-Champion » aux côtés de 24 autres nations, dont les Etats-Unis et la France. Cette distinction valorise les pays dotés de main-d'œuvre qualifiée, de réseaux Internet performants, d'un environnement favorable aux entreprises et d'une ouverture à l'innovation technologique. Le ministre allemand du Numérique, Volker Wissing, a accepté le prix en soulignant qu'il reflète l'image positive de l'Allemagne à l'international, bien que son potentiel soit souvent sous-estimé au niveau national. Il a aussi mis en avant la popularité persistante du « Made in Germany » et les innovations allemandes présentées au CES.



PARLEMENT, PARTIS, PERSONNES

Malgré les faibles sondages pour la *SPD*, **Olaf Scholz** ambitionne un second mandat de chancelier et écarte toute collaboration sous la direction de Friedrich Merz (*CDU*).

Lors d'un entretien accordé au podcast *MUT - der Deutschland-Talk*, il a défendu son bilan tout en évoquant des changements qu'il introduirait en cas de réélection, mais aussi reconnu avoir fait des erreurs, notamment celle de ne pas avoir mis fin à la coalition « feu tricolore » plus tôt.



LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

65 %

Tous les deux ans, l'ambassade d'Allemagne en France fait réaliser un sondage sur la perception de l'Allemagne par les Français. Dans ce sondage, les relations franco-allemandes apparaissent moins solides (**65 %**, -7 points) et moins satisfaisantes (58 %, -7 points) qu'il y a deux ans. Elles semblent toutefois toujours aussi nécessaires à l'avenir de l'UE (à 83 %), un niveau identique à celui de 2022. En revanche, près de la moitié (48 %) des Français estime qu'elles sont dans une mauvaise passe.

L'édition 2024 relève d'autres évolutions, notamment chez les jeunes, mais pas de bouleversements majeurs. Par exemple, les jeunes (18-24 ans) semblent plus curieux du pays voisin que la moyenne, avec 74 % contre 61 % de la population générale qui déclare vouloir voyager en Allemagne, et 76 % contre 58 % qui voudrait découvrir sa culture.

Le sondage est consultable en cliquant sur le lien ci-après : [Enquête](#)